

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2008 — 656

[C - 2008/27031]

31 JANVIER 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une prime à la réhabilitation de logements améliorables et l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une prime en faveur des locataires qui réhabilitent un logement améliorable dans le cadre d'un bail à réhabilitation

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon du Logement, notamment les articles 16 et 24;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une prime à la réhabilitation de logements améliorables;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une prime en faveur des locataires qui réhabilitent un logement améliorable dans le cadre d'un bail à réhabilitation;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné les 9 novembre 2007 et 25 janvier 2008;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 29 novembre 2007;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 43.950/4 du 9 janvier 2008, donné en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une prime à la réhabilitation de logements améliorables*

Article 1^{er}. L'article 2, § 2, 2^e alinéa, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une prime à la réhabilitation de logements améliorables est complété comme suit : "Le coût de l'audit énergétique visé à l'article 7, § 7, n'est pas inclus dans le montant des travaux pris en considération".

Art. 2. Dans l'article 7 du même arrêté, il est ajouté un § 7, rédigé comme suit :

« § 7. 1° Dans le cas où le demandeur effectue des travaux d'isolation de la toiture, des murs extérieurs ou des planchers du logement, et où ces travaux d'isolation permettent d'atteindre la norme fixée au point 3°, le montant de la prime déterminé conformément aux paragraphes 1 à 6, sans tenir compte du coût des travaux d'isolation, est augmenté selon le tableau ci-après, où interviennent les paramètres suivants :

a) le taux de la prime fixé conformément au § 1^{er} (20, 30 ou 40 %);

b) le fait que les travaux sont réalisés par une entreprise enregistrée du secteur de la construction ou à partir de matériaux acquis par le demandeur :

Taux de prime	20 %		30 %		40 %	
	Entreprise	Matériaux	Entreprise	Matériaux	Entreprise	Matériaux
Toiture	8 €/m ²	4 €/m ²	10 €/m ²	5 €/m ²	12 €/m ²	6 €/m ²
Murs et planchers	25 €/m ²	-	40 €/m ²	-	55 €/m ²	-

2° En cas d'isolation des murs et/ou des planchers, un audit énergétique préalable du logement, réalisé conformément à la procédure déterminée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} juin 2006 fixant les modalités d'agrément des auditeurs pour la réalisation d'audits énergétiques dans le secteur du logement, est indispensable. Dans ce cas, le montant de la prime déterminé conformément aux §§ 1 à 7, 1°, est augmenté du coût, T.V.A. comprise, de cet audit, à concurrence des montants figurant dans le tableau ci-après :

Taux de prime	20 %	30 %	40 %
Audit énergétique	60 % avec un maximum de 360 €	70 % avec un maximum de 420 €	80 % avec un maximum de 480 €

3° Les travaux d'isolation ne sont pris en compte pour le calcul du montant de la prime que s'ils respectent les normes suivantes :

- pour la toiture ou le plancher du grenier, la résistance thermique de l'isolant placé doit être égale ou supérieure à 3m²K/W;
- pour les murs et les planchers extérieurs, les planchers sur locaux non chauffés et parois verticales contre locaux non chauffés contre le sol et pour les planchers sur sol, l'isolant placé doit permettre d'atteindre un coefficient de transmission thermique U (W/m²K) inférieur ou égal à 0,6 W/m²K et une résistance thermique égale ou supérieure à 1 m²K/W. » .

CHAPITRE II. — *Modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une prime en faveur des locataires qui réhabilitent un logement améliorable dans le cadre d'un bail à réhabilitation*

Art. 3. L'article 7, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une prime en faveur des locataires qui réhabilitent un logement améliorable dans le cadre d'un bail à réhabilitation est complété comme suit : "Le coût de l'audit énergétique visé à l'article 8, § 5, n'est pas inclus dans le montant des travaux pris en considération".

Art. 4. Dans l'article 8 du même arrêté, il est ajouté un § 5, rédigé comme suit :

« § 5. 1° Dans le cas où le demandeur effectue des travaux d'isolation de la toiture, des murs extérieurs ou des planchers du logement, et où ces travaux d'isolation permettent d'atteindre la norme fixée au point 3°, le montant de la prime déterminé conformément aux §§ 1 à 4, sans tenir compte du coût des travaux d'isolation, est augmenté selon le tableau ci-après, où interviennent les paramètres suivants :

a) le taux de la prime fixé conformément au paragraphe 1^{er} (20, 30 ou 40 %);

b) le fait que les travaux sont réalisés par une entreprise enregistrée du secteur de la construction ou à partir de matériaux acquis par le demandeur :

Taux de prime	20 %		30 %		40 %	
	Entreprise	Matériaux	Entreprise	Matériaux	Entreprise	Matériaux
Toiture	8 €/m ²	4 €/m ²	10 €/m ²	5 €/m ²	12 €/m ²	6 €/m ²
Murs et planchers	25 €/m ²	-	40 €/m ²	-	55 €/m ²	-

2° En cas d'isolation des murs et/ou des planchers, un audit énergétique préalable du logement, réalisé conformément à la procédure déterminée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} juin 2006 fixant les modalités d'agrément des auditeurs pour la réalisation d'audits énergétiques dans le secteur du logement, est indispensable. Dans ce cas, le montant de la prime déterminé conformément aux §§ 1 à 5, 1° est augmenté du coût, T.V.A. comprise, de cet audit, à concurrence des montants figurant dans le tableau ci-après :

Taux de prime	20 %	30 %	40 %
Audit énergétique	60 % avec un maximum de 360 €	70 % avec un maximum de 420 €	80 % avec un maximum de 480 €

3° Les travaux d'isolation ne sont pris en compte pour le calcul du montant de la prime que s'ils respectent les normes suivantes :

- pour la toiture ou le plancher du grenier, la résistance thermique de l'isolant placé doit être égale ou supérieure à 3m²K/W;
- pour les murs et les planchers extérieurs, les planchers sur locaux non chauffés et parois verticales contre locaux non chauffés contre le sol et pour les planchers sur sol, l'isolant placé doit permettre d'atteindre un coefficient de transmission thermique U (W/m²K) inférieur ou égal à 0,6 W/m²K et une résistance thermique égale ou supérieure à 1 m²K/W. » .

CHAPITRE III. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} mars 2008.

Art. 6. Pour les demandes introduites jusqu'au 30 avril 2008, les arrêtés du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 précités restent toutefois d'application dans leur version antérieure aux modifications y insérées par le présent arrêté si cette version est plus favorable aux demandeurs que la version modifiée.

Art. 7. Le Ministre du Logement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 31 janvier 2008.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2008 — 656

[C - 2008/27031]

31. JANUAR 2008 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 zur Einführung einer Prämie zur Sanierung verbesserungsfähiger Wohnungen und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 zur Einführung einer Prämie zugunsten von Mietern, die im Rahmen eines Sanierungsmietvertrags eine verbesserungsfähige Wohnung sanieren

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Wohnungsgesetzbuches, insbesondere der Artikel 16 und 24;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 zur Einführung einer Prämie für die Sanierung verbesserungsfähiger Wohnungen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 zur Einführung einer Prämie zugunsten von Mietern, die im Rahmen eines Sanierungsmietvertrags eine verbesserungsfähige Wohnung sanieren;

Aufgrund des am 9. November 2007 und am 25. Januar 2008 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 29. November 2007 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 9. Januar 2008 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 43.950/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
Beschließt:

KAPITEL I — *Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 zur Einführung einer Prämie für die Sanierung verbesserungsfähiger Wohnungen*

Artikel 1 - Artikel 2, § 2, Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 zur Einführung einer Prämie für die Sanierung verbesserungsfähiger Wohnungen wird wie folgt ergänzt: "Die Kosten des in Artikel 7, § 7 erwähnten Energieaudits sind im Betrag der berücksichtigten Arbeiten nicht inbegriffen".

Art. 2 - In Artikel 7 desselben Erlasses wird ein Paragraph 7 mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

«§ 7. 1° Falls der Antragsteller Arbeiten zur Isolierung der Bedachung, der Außenmauern oder der Fußböden der Wohnung ausführt, und wenn diese Isolierungsarbeiten erlauben, die in Punkt 3° festgelegte Norm zu erreichen, so wird der Betrag der Prämie, der gemäß den Paragraphen 1 bis 6 ohne Berücksichtigung der Kosten der Isolierungsarbeiten bestimmt wird, entsprechend der nachfolgenden Tabelle erhöht, wo die folgenden Parameter in Betracht gezogen werden:

a) der gemäß § 1 festgelegte Prämiensatz (20, 30 oder 40%);

b) die Tatsache, dass die Arbeiten durch ein registriertes Unternehmen des Bausektors oder mit durch den Antragsteller angeschafften Materialien ausgeführt werden;

Prämiensatz	20%		30%		40%	
	Unternehmen	Materialien	Unternehmen	Materialien	Unternehmen	Materialien
Bedachung	8 €/m ²	4 €/m ²	10 €/m ²	5 €/m ²	12 €/m ²	6 €/m ²
Mauern und Fußböden	25 €/m ²	-	40 €/m ²	-	55 €/m ²	-

2° Im Falle der Isolierung der Mauern und/oder Fußböden ist ein vorheriges Energieaudit, das unter Einhaltung des Verfahrens des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 1. Juni 2006 zur Festlegung der Modalitäten für die Zulassung der Auditoren zur Durchführung von Energieaudits im Bereich des Wohnungswesens durchgeführt wird, unerlässlich. In diesem Fall wird der gemäß den §§ 1 bis 7, 1° bestimmte Betrag der Prämie um die Kosten dieses Audits, inkl. MwSt., entsprechend den in der nachstehenden Tabelle aufgeführten Beträgen erhöht:

Prämiensatz	20%	30%	40%
Energieaudit	60% mit einem Höchstbetrag von 360 €	70% mit einem Höchstbetrag von 420 €	80% mit einem Höchstbetrag von 480 €

3° die Isolierungsarbeiten werden für die Berechnung des Prämienbetrags nur dann berücksichtigt, wenn sie die folgenden Normen einhalten:

- für die Bedachung oder den Speicherboden muss der Wärmewiderstand des angebrachten Dämmstoffs gleich oder höher als 3 m²K/W sein;
- für die Außenmauern und -fußböden, die Böden auf ungeheizten Räumen und für die senkrechten Wände gegen ungeheizte Räume gegen Erdreich und für die Fußböden gegen Erdreich muss der angebrachte Dämmstoff erlauben, einen Wärmedurchgangskoeffizient U (W/m²K) unter oder gleich 0,6 W/m²K und einen Wärmewiderstand unter oder gleich 1 m²K/W zu erreichen".

KAPITEL II — *Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 zur Einführung einer Prämie zugunsten von Mietern, die im Rahmen eines Sanierungsmietvertrags eine verbesserungsfähige Wohnung sanieren*

Art. 3 - Der Artikel 7, § 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 zur Einführung einer Prämie zugunsten von Mietern, die im Rahmen eines Sanierungsmietvertrags eine verbesserungsfähige Wohnung sanieren, wird wie folgt ergänzt: "Die Kosten des in Artikel 8, § 5 erwähnten Energieaudits sind im Betrag der berücksichtigten Arbeiten nicht inbegriffen".

Art. 4 - In Artikel 8 desselben Erlasses wird ein Paragraph 5 mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

« § 5. 1° Falls der Antragsteller Arbeiten zur Isolierung der Bedachung, der Außenmauern oder der Fußböden der Wohnung ausführt, und wenn diese Isolierungsarbeiten erlauben, die in Punkt 3° festgelegte Norm zu erreichen, so wird der Betrag der Prämie, der gemäß den Paragraphen 1 bis 4 ohne Berücksichtigung der Kosten der Isolierungsarbeiten bestimmt wird, entsprechend der nachfolgenden Tabelle erhöht, wo die folgenden Parameter in Betracht gezogen werden:

a) der gemäß § 1 festgelegte Prämiensatz (20, 30 oder 40%);

b) die Tatsache, dass die Arbeiten durch ein registriertes Unternehmen des Bausektors oder mit durch den Antragsteller angeschafften Materialien ausgeführt werden;

Prämiesatz	20%		30%		40%	
	Unternehmen	Materialien	Unternehmen	Materialien	Unternehmen	Materialien
Bedachung	8 €/m ²	4 €/m ²	10 €/m ²	5 €/m ²	12 €/m ²	6 €/m ²
Mauern und Fußböden	25 €/m ²	-	40 €/m ²	-	55 €/m ²	-

2° Im Falle der Isolierung der Mauern und/oder Fußböden ist ein vorheriges Energieaudit, das unter Einhaltung des Verfahrens des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 1. Juni 2006 zur Festlegung der Modalitäten für die Zulassung der Auditoren zur Durchführung von Energieaudits im Bereich des Wohnungswesens durchgeführt wird, unerlässlich. In diesem Fall wird der gemäß den §§ 1 bis 5,1° bestimmte Betrag der Prämie um die Kosten dieses Audits, inkl. MwSt., entsprechend den in der nachstehenden Tabelle aufgeführten Beträgen erhöht:

Prämiesatz	20%	30%	40%
Energieaudit	60% mit einem Höchstbetrag von 360 €	70% mit einem Höchstbetrag von 420 €	80% mit einem Höchstbetrag von 480 €

3° die Isolierungsarbeiten werden für die Berechnung des Prämienbetrags nur dann berücksichtigt, wenn sie die folgenden Normen einhalten:

- für die Bedachung oder den Speicherboden muss der Wärmewiderstand des angebrachten Dämmstoffs gleich oder höher als 3 m²K/W sein;
- für die Außenmauern und -fußböden, die Böden auf ungeheizten Räumen und für die senkrechten Wände gegen ungeheizte Räume gegen Erdreich und für die Fußböden gegen Erdreich muss der angebrachte Dämmstoff erlauben, einen Wärmedurchgangskoeffizient U (W/m²K) unter oder gleich 0,6 W/m²K und einen Wärmewiderstand unter oder gleich 1 m²K/W zu erreichen.

KAPITEL III — Übergangs- und Schlussbestimmungen

Art. 5 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. März 2008 in Kraft.

Art. 6 - Für die bis zum 30. April 2008 eingereichten Anträge bleiben die vorerwähnten Erlasse der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 jedoch in ihrer vorherigen Fassung ohne die durch den vorliegenden Erlass eingefügten Abänderungen weiterhin anwendbar, wenn diese Fassung vorteilhafter für die Antragsteller als die abgeänderte Fassung ist.

Art. 7 - Der Minister des Wohnungswesens wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 31. Januar 2008.

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2008 — 656

[C - 2008/27031]

31 JANUARI 2008. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot invoering van een premie voor de renovatie van verbeterbare woningen en van het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot invoering van een premie voor huurders die een verbeterbare woning renoveren in het kader van een renovatiehuurcontract

De Waalse Regering,

Gelet op de Waalse Huisvestingscode, inzonderheid op de artikelen 16 en 24;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot invoering van een premie voor de renovatie van verbeterbare woningen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot invoering van een premie voor huurders die een verbeterbare woning renoveren in het kader van een renovatiehuurcontract;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 9 november 2007 en 25 januari 2008;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 29 november 2007;

Gelet op het advies nr. 43.950/4 van de Raad van State, gegeven op 9 januari 2008, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1^o van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot invoering van een premie voor de renovatie van verbeterbare woningen*

Artikel 1. Artikel 2, § 2, lid 2, van het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot invoering van een premie voor de renovatie van verbeterbare woningen wordt aangevuld als volgt : "De kostprijs van de energie-audit bedoeld in artikel 7, § 7, is niet inbegrepen in het bedrag van de betrokken werken. ».

Art. 2. In artikel 7 van hetzelfde besluit wordt een § 7 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 7. 1^o In het geval waarin de aanvrager isolatiewerken verricht aan het dak, de buitenmuren of de plankenvloeren van de woning en door die werken de norm bepaald in punt 3^o kan bereiken, wordt het bedrag van de premie, berekend overeenkomstig paragrafen 1 tot 6, zonder rekening te houden met de kostprijs van de isolatiewerken, verhoogd volgens onderstaande tabel waarin volgende parameters aan bod komen :

a) percentage van de premie vastgesteld overeenkomstig § 1 (20, 30 of 40 %);

b) het feit dat de werken uitgevoerd worden door een geregistreerde onderneming van de bouwsector of met materialen die de aanvrager aangekocht heeft :

Percentage van de premie	20 %		30 %		40 %	
	Onder-neming	Materialen	Onder-neming	Materialen	Onder-neming	Materialen
Dak	8 €/m ²	4 €/m ²	10 €/m ²	5 €/m ²	12 €/m ²	6 €/m ²
Muren en plankenvloeren	25 €/m ²	-	40 €/m ²	-	55 €/m ²	-

2^o Bij isolatie van de muren en/of de plankenvloeren is een voorafgaande energie-audit van de woning, uitgevoerd overeenkomstig de procedure bepaald bij het besluit van de Waalse Regering van 1 juni 2006 tot vastlegging van de erkenningsmodaliteiten voor de auditeurs die energieaudits in de huisvestingssector uitvoeren, onontbeerlijk. In dat geval wordt het bedrag van de premie, berekend overeenkomstig §§ 1 tot 7, 1^o, verhoogd met de kostprijs, BTW inbegrepen, van die audit, ter hoogte van het bedrag opgenomen in onderstaande tabel :

Percentage van de premie	20 %	30 %	40 %
Energie-audit	60 % met een maximum van 360 €	70 % met een maximum van 420 €	80 % met een maximum van 480 €

3^o De isolatiewerken worden enkel in overweging genomen voor de berekening van het bedrag van de premie als volgende normen in acht worden genomen :

- voor het dak of de plankenvloer van de zolder moet de warmteweerstand van het geplaatste isolerend materiaal gelijk zijn aan of hoger zijn dan 3m²K/W;
- voor de buitenmuren en -plankenvloeren, de plankenvloeren in niet-verwarmde lokalen en de opgaande muren tegen niet-verwarmede lokalen tegen de vloer en voor de plankenvloeren op de grond moet het geplaatste isolerend materiaal het bereiken van een thermische transmissiecoëfficiënt U (W/m²K) mogelijk maken die lager is dan of gelijk is aan 0,6 W/m²K en een warmteweerstand gelijk aan of lager dan 1m²K/W. »

HOOFDSTUK II. — *Wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot invoering van een premie voor huurders die een verbeterbare woning renoveren in het kader van een renovatiehuurcontract*

Art. 3. Artikel 7, § 2, van het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot invoering van een premie voor huurders die een verbeterbare woning renoveren in het kader van een renovatiehuurcontract wordt aangevuld als volgt : "De kostprijs van de energie-audit bedoeld in artikel 8, § 5, is niet inbegrepen in het bedrag van de betrokken werken. ».

Art. 4. In artikel 8 van hetzelfde besluit wordt een § 5 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 5. 1^o In het geval waarin de aanvrager isolatiewerken verricht aan het dak, de buitenmuren of de plankenvloeren van de woning en door die werken de norm bepaald in punt 3^o kan bereiken, wordt het bedrag van de premie, berekend overeenkomstig paragrafen 1 tot 4, zonder rekening te houden met de kostprijs van de isolatiewerken, verhoogd volgens onderstaande tabel waarin volgende parameters aan bod komen :

a) percentage van de premie vastgesteld overeenkomstig § 1 (20, 30 of 40 %);

b) het feit dat de werken uitgevoerd worden door een geregistreerde onderneming van de bouwsector of met materialen die de aanvrager aangekocht heeft :

Percentage van de premie	20 %		30 %		40 %	
Uitvoering van de werken	Onder-neming	Materialen	Onder-neming	Materialen	Onder-neming	Materialen
Dak	8 €/m ²	4 €/m ²	10 €/m ²	5 €/m ²	12 €/m ²	6 €/m ²
Muren en plankenvloeren	25 €/m ²	-	40 €/m ²	-	55 €/m ²	-

2° Bij isolatie van de muren en/of de plankenvloeren is een voorafgaande energie-audit van de woning, uitgevoerd overeenkomstig de procedure bepaald bij het besluit van de Waalse Regering van 1 juni 2006 tot vastlegging van de erkenningsmodaliteiten voor de auditeurs die energieaudits in de huisvestingssector uitvoeren, onontbeerlijk. In dat geval wordt het bedrag van de premie, berekend overeenkomstig §§ 1 tot 5, 1°, verhoogd met de kostprijs, BTW inbegrepen, van die audit, ter hoogte van het bedrag opgenomen in onderstaande tabel :

Percentage van de premie	20 %	30 %	40 %
Energie-audit	60 % met een maximum van 360 €	70 % met een maximum van 420 €	80 % met een maximum van 480 €

3° De isolatiewerken worden enkel in overweging genomen voor de berekening van het bedrag van de premie als volgende normen in acht worden genomen :

- voor het dak of de plankenvloer van de zolder moet de warmteweerstand van het geplaatste isolerend materiaal gelijk zijn aan of hoger zijn dan 3m²K/W;
- voor de buitenmuren en –plankenvloeren, de plankenvloeren in niet-verwarmde lokalen en de opgaande muren tegen niet-verwarmede lokalen tegen de vloer en voor de plankenvloeren op de grond moet het geplaatste isolerend materiaal het bereiken van een thermische transmissiecoëfficiënt U (W/m²K) mogelijk maken die lager is dan of gelijk is aan 0,6 W/m²K en een warmteweerstand gelijk aan of lager dan 1m²K/W. »

HOOFDSTUK III. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 5. Dit besluit treedt in werking op 1 maart 2008.

Art. 6. Voor de aanvragen ingediend tot en met 30 april 2005 blijven voornoemde besluiten van de Waalse Regering van 21 januari 1999 in de versie gelden die van toepassing was vóór invoeging van de wijzigingen bij dit besluit als die versie gunstiger is voor de aanvragers dan de gewijzigde versie.

Art. 7. De Minister van Huisvesting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 31 januari 2008.

De Minister-President,
R DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 2008 — 657

[2008/200510]

10 DECEMBRE 2007. — Arrêté ministériel portant transfert de crédits entre le programme 05 de la division organique 30 et le programme 01 de la division organique 14 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2007

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Vu les lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, notamment l'article 12 tel que modifié par l'article 4 de la loi du 19 juillet 1996;

Vu le décret du 21 décembre 2006 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2007, notamment l'article 38;

Vu la circulaire du 18 janvier 2001 relative à la gestion administrative des programmes cofinancés par les Fonds européens en Région wallonne, particulièrement son point III, 2, 4^e alinéa;

Vu le décret du 7 novembre 2007 contenant le premier feuillet d'ajustement du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2007;